

Rapport du Canada sur les contaminants dans l'Arctique

Le Rapport d'évaluation sur les contaminants dans l'Arctique canadien sera publié au début de 1997 par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Il résumera les données recueillies au cours des six dernières années dans le cadre du Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord, qui fait partie de la Stratégie pour l'environnement arctique. Les renseignements que renferme le rapport ont été fournis par plus de 100 participants canadiens, qui représentent les gouvernements fédéral et territoriaux, des organisations autochtones nordiques et des universités. Un sommaire des points saillants qui s'adresse au grand public se fonde aussi sur l'apport des membres de diverses collectivités. La participation des collectivités nordiques est un élément clé du Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord.

Le rapport décrira l'étendue du problème dans l'Arctique canadien et comparera la situation à celle observée dans d'autres parties du monde. Il traitera des sources de contaminants, de leurs voies de pénétration dans l'Arctique, des tendances géographiques et régionales, et des impacts sur

l'écosystème et la santé humaine. Le rapport indiquera aussi les domaines où de nouvelles recherches s'imposent.

Au Canada, le rapport et le sommaire des points saillants seront diffusés aux organisations nordiques, aux bibliothèques, aux écoles, aux universités, aux collectivités, aux organismes gouvernementaux et à des destinataires ciblés au sud du 60° parallèle. Le rapport sera aussi diffusé dans la communauté scientifique internationale, notamment dans les pays circumpolaires.

Pour obtenir un exemplaire du rapport ou pour un complément d'information, veuillez vous adresser à :

Russel Shearer.
Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien
Ottawa
Tél. : (819) 994-7484
Fax : (819) 953-9066
Courrier élec.: shearerr@inac.gc.ca

La publication du Rapport sur l'état de l'environnement dans l'Arctique est prévue en juin 1997

Le premier Rapport sur l'état de l'environnement dans l'Arctique préparé dans le cadre du Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique (PSEA) paraîtra en 1997. Un document scientifique appelé Rapport d'évaluation du PSEA l'accompagnera. Les deux documents seront présentés aux ministres à leur prochaine rencontre, qui aura lieu en Norvège, en juin 1997.

Le PSEA a été créé en 1991, sous l'égide de la SPEA. Il a pour mandat de surveiller les niveaux de contaminants dans l'Arctique et d'évaluer leurs impacts. La priorité est accordée aux polluants organiques persistants (POP), à certains métaux lourds, aux radionucléides et (pour la Norvège, la Suède et la Finlande) aux substances acides.

Un groupe de travail international, composé de

représentants des huit pays membres, est responsable de la mise en œuvre du PSEA. Le Canada présidera ce groupe jusqu'à la fin de 1997. La

Tout en préparant un rapport national sur l'état de l'environnement dans l'Arctique canadien, le Canada participe également au rapport du PSEA sur l'état de l'environnement dans l'Arctique circumpolaire.

Norvège a fourni un secrétariat. Plusieurs organisations internationales contribuent au groupe de travail, de même que certains pays qui y ont le titre d'observateurs (l'Allemagne, la

Pologne, les Pays-Bas, et le Royaume-Uni).

Le PSEA se fonde, le plus possible, sur les programmes nationaux et internationaux existants. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien coordonne l'apport du Canada, qui provient surtout de la Stratégie pour l'environnement arctique (SEA). Tous les organismes canadiens pertinents participent au PSEA.

La participation des groupes autochtones du Nord est capitale pour le PSEA. Les Inuit, les Lapons (ou Saamis) et les peuples autochtones du Nord de la Russie font partie du groupe de travail. La Conférence circumpolaire inuit et le Conseil saami ont contribué à la rédaction de certaines sections des rapports, notamment celles qui concernent les populations autochtones et la santé humaine.

À la recherche de solutions dans le Nord

par l'honorable John Fraser, cp, cr
Ambassadeur du Canada à l'Environnement et au Développement durable

Les visiteurs qui se rendent dans l'Arctique sont frappés par l'état naturel de cette immense région de la Terre. Les gens habitent dans des agglomérations relativement petites où sont menées peu d'activités jugées dommageables pour l'environnement. Nombre de populations autochtones de l'Arctique se nourrissent toujours des «fruits de la terre». Ceux-ci font partie de leur culture et sont souvent plus sains que les aliments plus coûteux qui peuvent leur être expédiés du sud. Pourtant, cette apparente pureté de l'environnement est trompeuse.

Un smog brunâtre flotte au-dessus de certaines régions de l'Extrême-Arctique, malgré l'absence de sources de pollution locales. Les courants atmosphériques et l'eau ont transporté dans cette région des polluants organiques persistants, comme les BPC et les dioxines. Résultat : les adultes et les enfants présentent des concentrations de BPC qui dépassent souvent les niveaux acceptables.

Du 8 au 10 octobre, j'ai eu la chance de participer, à Iqaluit, dans les Territoires du Nord-Ouest, à une conférence consacrée à ces problèmes et des questions connexes. En 1999, Iqaluit deviendra la capitale du nouveau territoire du Nunavut. Intitulée « Pour les générations futures », cette conférence a été parrainée par la Commission canadienne des affaires polaires, l'organisme consultatif chargé des questions de recherches polaires. Elle avait pour but de réunir les experts canadiens en contaminants nordiques,

d'étudier l'efficacité des stratégies actuelles et les politiques gouvernementales sur ces contaminants, et d'évaluer l'apport du Canada aux activités internationales en matière de contaminants.

La conférence donnait l'occasion de dégager des suggestions concrètes pour éliminer ou réduire la contamination dans le milieu arctique. De plus, elle a permis de discuter de l'efficacité des politiques canadiennes sur l'environnement, comme la Stratégie pour l'environnement arctique. Il est essentiel d'évaluer dans quelle mesure ces politiques ont réussi à atteindre les objectifs fixés il y a cinq ou six ans et, à partir de ce constat, de déterminer les orientations que nous pourrions prendre à l'échelle nationale et internationale.

Toutefois, cette conférence était plus axée sur les gens que sur la science ou la politique. En fait, les habitants des collectivités de l'Arctique canadien ont traité des questions telles qu'ils les voyaient tout au long de cette conférence et au cours des trois forums régionaux qui l'ont précédée. Les habitants du Nord nous ont dit clairement que la présence de contaminants dans leur environnement les inquiétait, tout comme la façon dont les recherches avaient été menées. Les scientifiques s'aperçoivent qu'ils doivent faire connaître clairement les résultats de leurs recherches, d'une façon accessible à tous, peu importe la culture ou la langue. Ce n'est qu'alors que les gens pourront décider si la

consommation de la viande de phoque ou du poisson d'un lac donné est sans danger. Les organismes de recherche commencent à prêter l'oreille aux résidents de l'Arctique exposés à ces risques. Ils s'efforcent d'identifier conjointement les lacunes les plus importantes dans nos connaissances. Ils définissent des priorités et des mécanismes de recherche qui reflètent les préoccupations des habitants du Nord.

La conférence nous a fait comprendre que nous n'en savons pas encore assez sur les pressions exercées sur l'environnement et la faune de l'Arctique ni sur le degré de contamination dont ils sont victimes. Nous devons étudier davantage les tendances et les risques. Nous devons en savoir plus sur l'ampleur des effets.

Les mesures à prendre pour réduire l'impact de ces polluants et d'autres substances sur les habitants du Nord vont au-delà de la question de salubrité de l'environnement et de santé humaine. Elles sont étroitement liées à une question morale. La préservation des cultures autochtones de l'Arctique est en grande partie tributaire de la conservation des sources traditionnelles de nourriture qui sont intimement liées à ces cultures. Ces peuples veulent conserver leurs traditions. Ils méritent d'avoir voix au chapitre dans le processus d'établissement des priorités mondiales en matière d'environnement. Ils devraient pouvoir se faire entendre par l'entremise d'institutions comme le Conseil de l'Arctique, le PNUE et la Commission du développement durable.

Skookum's North (Le nord de Skookum)



Copyright © 1994 par Doug Urquart